

**Arrangement de Locarno  
instituant une classification internationale  
pour les dessins et modèles industriels**

**Signé à LOCARNO le 8 octobre 1968**

**Locarno Agreement Establishing  
an International Classification  
for Industrial Designs**

**Signed at LOCARNO on October 8, 1968**

**Arrangement de Locarno  
instituant une classification internationale  
pour les dessins et modèles industriels  
du 8 octobre 1968**

**Article premier**

**Constitution d'une Union particulière;  
adoption d'une classification internationale**

- 1) Les pays auxquels s'applique le présent Arrangement sont constitués à l'état d'Union particulière.
- 2) Ils adoptent une même classification pour les dessins et modèles industriels (ci-après dénommée «classification internationale»).
- 3) La classification internationale comprend:
  - i) une liste des classes et des sous-classes;
  - ii) une liste alphabétique des produits auxquels sont incorporés des dessins et des modèles, avec indication des classes et sous-classes dans lesquelles ils sont rangés;
  - iii) des notes explicatives.
- 4) La liste des classes et des sous-classes est celle qui est annexée au présent Arrangement, sous réserve des modifications et compléments que le Comité d'experts institué par l'article 3 (ci-après dénommé «Comité d'experts») pourrait y apporter.
- 5) La liste alphabétique des produits et les notes explicatives seront adoptées par le Comité d'experts selon la procédure fixée par l'article 3.
- 6) La classification internationale pourra être modifiée ou complétée par le Comité d'experts selon la procédure fixée par l'article 3.
- 7) a) La classification internationale est établie dans les langues anglaise et française.  
b) Des textes officiels de la classification internationale sont, après consultation des Gouvernements intéressés, établis dans les autres langues que pourra désigner l'Assemblée visée à l'article 5, par le Bureau international de la propriété intellectuelle (ci-après dénommé «le Bureau international») visé dans la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (ci-après dénommée «l'Organisation»).

## Article 2

### Application et portée juridique de la classification internationale

1) Sous réserve des obligations imposées par le présent Arrangement, la classification internationale n'a par elle-même qu'un caractère administratif. Toutefois, chaque pays peut lui attribuer la portée juridique qui lui convient. Notamment, la classification internationale ne lie pas les pays de l'Union particulière quant à la nature et à l'étendue de la protection du dessin ou modèle dans ces pays.

2) Chacun des pays de l'Union particulière se réserve la faculté d'appliquer la classification internationale à titre de système principal ou de système auxiliaire.

3) Les Administrations des pays de l'Union particulière feront figurer, dans les titres officiels des dépôts ou enregistrements des dessins ou modèles et, s'ils sont publiés officiellement, dans ces publications, les numéros des classes et sous-classes de la classification internationale dans lesquelles sont rangés les produits auxquels sont incorporés les dessins ou modèles.

4) Dans le choix des dénominations à porter dans la liste alphabétique des produits, le Comité d'experts évitera, autant qu'il sera raisonnable de le faire, de se servir de dénominations sur lesquelles des droits exclusifs pourraient exister. Toutefois, l'inclusion d'un terme quelconque dans la liste alphabétique ne pourra être interprétée comme exprimant l'opinion du Comité d'experts sur le point de savoir si ledit terme est ou n'est pas couvert par des droits exclusifs.

## Article 3

### Comité d'experts

1) Il est institué auprès du Bureau international un Comité d'experts chargé des tâches visées à l'article 1.4), 1.5) et 1.6). Chacun des pays de l'Union particulière est représenté au Comité d'experts, lequel s'organise par un règlement intérieur adopté à la majorité simple des pays représentés.

2) Le Comité d'experts adopte, à la majorité simple des pays de l'Union particulière, la liste alphabétique et les notes explicatives.

3) Des propositions de modifications ou compléments de la classification internationale peuvent être faites par l'Administration de tout pays de l'Union particulière ou par le Bureau international. Toute proposition émanant d'une

Administration est communiquée par celle-ci au Bureau international. Les propositions des Administrations et du Bureau international sont transmises par ce dernier aux membres du Comité d'experts au plus tard deux mois avant la session de celui-ci au cours de laquelle ces propositions seront examinées.

4) Les décisions du Comité d'experts relatives aux modifications et compléments à apporter à la Classification internationale sont prises à la majorité simple des pays de l'Union particulière. Toutefois, si elles impliquent la création d'une nouvelle classe ou le transfert de produits d'une classe à une autre, l'unanimité est requise.

5) Les experts ont la faculté de voter par correspondance.

6) Dans le cas où un pays n'aurait pas désigné de représentant pour une session déterminée du Comité d'experts, ainsi que dans le cas où l'expert désigné n'aurait pas exprimé son vote séance tenante ou dans un délai qui sera fixé par le règlement intérieur du Comité d'experts, le pays en cause serait considéré comme acceptant la décision du Comité.

#### Article 4

##### Notification et publication de la classification et de ses modifications et compléments

1) La liste alphabétique des produits et les notes explicatives adoptées par le Comité d'experts, ainsi que toute modification et tout complément de la classification internationale décidés par lui, sont notifiés aux Administrations des pays de l'Union particulière par le Bureau international. Les décisions du Comité d'experts entreront en vigueur dès réception de la notification. Toutefois, si elles impliquent la création d'une nouvelle classe ou le transfert de produits d'une classe à une autre, elles entreront en vigueur dans un délai de six mois à compter de la date d'envoi de la notification.

2) Le Bureau international, en sa qualité de dépositaire de la classification internationale, y incorpore les modifications et compléments entrés en vigueur. Les modifications et compléments font l'objet d'avis publiés dans les périodiques à désigner par l'Assemblée.

#### Article 5

##### Assemblée de l'Union

1) a) L'Union particulière a une Assemblée composée des pays de l'Union particulière.

- b) Le Gouvernement de chaque pays de l'Union particulière est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.
  - c) Les dépenses de chaque délégation sont supportées par le Gouvernement qui l'a désignée.
- 2) a) Sous réserve des dispositions de l'article 3, l'Assemblée:
- i) traite de toutes les questions concernant le maintien et le développement de l'Union particulière et l'application du présent Arrangement;
  - ii) donne au Bureau international des directives concernant la préparation des conférences de revision;
  - iii) examine et approuve les rapports et les activités du Directeur général de l'Organisation (ci-après dénommé «le Directeur général») relatifs à l'Union particulière et lui donne toutes directives utiles concernant les questions de la compétence de l'Union particulière;
  - iv) arrête le programme, adopte le budget triennal de l'Union particulière et approuve ses comptes de clôture;
  - v) adopte le règlement financier de l'Union particulière;
  - vi) décide de l'établissement des textes officiels de la classification internationale en d'autres langues que l'anglais et le français;
  - vii) crée, indépendamment du Comité d'experts institué par l'article 3, les autres comités d'experts et les groupes de travail qu'elle juge utiles à la réalisation des objectifs de l'Union particulière;
  - viii) décide quels sont les pays non membres de l'Union particulière et quelles sont les organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales qui peuvent être admis à ses réunions en qualité d'observateurs;
  - ix) adopte les modifications à apporter aux articles 5 à 8;
  - x) entreprend toute autre action appropriée en vue d'atteindre les objectifs de l'Union particulière;
  - xi) s'acquitte de toutes autres tâches qu'implique le présent Arrangement.
- b) Sur les questions qui intéressent également d'autres Unions administrées par l'Organisation, l'Assemblée statue, connaissance prise de l'avis du Comité de coordination de l'Organisation.
- 3) a) Chaque pays membre de l'Assemblée dispose d'une voix.
- b) La moitié des pays membres de l'Assemblée constitue le quorum.
- c) Nonobstant les dispositions du sous-alinéa b), si, lors d'une session, le nombre des pays représentés est inférieur à la moitié, mais égal

ou supérieur au tiers, des pays membres de l'Assemblée, celle-ci peut prendre des décisions; toutefois, les décisions de l'Assemblée, à l'exception de celles qui concernent sa procédure, ne deviennent exécutoires que lorsque les conditions énoncées ci-après sont remplies. Le Bureau international communique lesdites décisions aux pays membres de l'Assemblée qui n'étaient pas représentés, en les invitant à exprimer par écrit, dans un délai de trois mois à compter de la date de ladite communication, leur vote ou leur abstention. Si, à l'expiration de ce délai, le nombre des pays ayant ainsi exprimé leur vote ou leur abstention est au moins égal au nombre de pays qui faisait défaut pour que le quorum fût atteint lors de la session, lesdites décisions deviennent exécutoires, pourvu qu'en même temps la majorité nécessaire reste acquise.

- d) Sous réserve des dispositions de l'article 8.2), les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité des deux tiers des votes exprimés.
  - e) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.
  - f) Un délégué ne peut représenter qu'un seul pays et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.
- 4) a) L'Assemblée se réunit une fois tous les trois ans en session ordinaire, sur convocation du Directeur général et, sauf cas exceptionnels, pendant la même période et au même lieu que l'Assemblée générale de l'Organisation.
- b) L'Assemblée se réunit en session extraordinaire sur convocation adressée par le Directeur général, à la demande d'un quart des pays membres de l'Assemblée.
- c) L'ordre du jour de chaque session est préparé par le Directeur général.
- 5) L'Assemblée adopte son règlement intérieur.

## Article 6

### Bureau international

- 1) a) Les tâches administratives incombant à l'Union particulière sont assurées par le Bureau international.
- b) En particulier, le Bureau international prépare les réunions et assure le secrétariat de l'Assemblée, du Comité d'experts, et de tous autres comités d'experts et de tous groupes de travail que l'Assemblée ou le Comité d'experts peut créer.
- c) Le Directeur général est le plus haut fonctionnaire de l'Union particulière et la représente.

- 2) Le Directeur général et tout membre du personnel désigné par lui prennent part, sans droit de vote, à toutes les réunions de l'Assemblée, du Comité d'experts, et de tout autre comité d'experts ou tout groupe de travail que l'Assemblée ou le Comité d'experts peut créer. Le Directeur général ou un membre du personnel désigné par lui est d'office secrétaire de ces organes.
- 3) a) Le Bureau international, selon les directives de l'Assemblée, prépare les conférences de revision des dispositions de l'Arrangement autres que les articles 5 à 8.  
b) Le Bureau international peut consulter des organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales sur la préparation des conférences de revision.  
c) Le Directeur général et les personnes désignées par lui prennent part, sans droit de vote, aux délibérations dans ces conférences.
- 4) Le Bureau international exécute toutes autres tâches qui lui sont attribuées.

## Article 7

### Finances

- 1) a) L'Union particulière a un budget.  
b) Le budget de l'Union particulière comprend les recettes et les dépenses propres à l'Union particulière, sa contribution au budget des dépenses communes aux Unions, ainsi que, le cas échéant, la somme mise à la disposition du budget de la Conférence de l'Organisation.  
c) Sont considérées comme dépenses communes aux Unions les dépenses qui ne sont pas attribuées exclusivement à l'Union particulière mais également à une ou plusieurs autres Unions administrées par l'Organisation. La part de l'Union particulière dans ces dépenses communes est proportionnelle à l'intérêt que ces dépenses présentent pour elle.
- 2) Le budget de l'Union particulière est arrêté compte tenu des exigences de coordination avec les budgets des autres Unions administrées par l'Organisation.
- 3) Le budget de l'Union particulière est financé par les ressources suivantes:
  - i) les contributions des pays de l'Union particulière;
  - ii) les taxes et sommes dues pour les services rendus par le Bureau international au titre de l'Union particulière;
  - iii) le produit de la vente des publications du Bureau international concernant l'Union particulière et les droits afférents à ces publications;

- iv) Les dons, legs et subventions;
- v) les loyers, intérêts et autres revenus divers.
- 4) a) Pour déterminer sa part contributive au sens de l'alinéa 3) i), chaque pays de l'Union particulière appartient à la classe dans laquelle il est rangé pour ce qui concerne l'Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle, et paie ses contributions annuelles sur la base du nombre d'unités déterminé pour cette classe dans cette Union.
- b) La contribution annuelle de chaque pays de l'Union particulière consiste en un montant dont le rapport à la somme totale des contributions annuelles au budget de l'Union particulière de tous les pays est le même que le rapport entre le nombre des unités de la classe dans laquelle il est rangé et le nombre total des unités de l'ensemble des pays.
- c) Les contributions sont dues au premier janvier de chaque année.
- d) Un pays en retard dans le paiement de ses contributions ne peut exercer son droit de vote dans aucun des organes de l'Union particulière si le montant de son arriéré est égal ou supérieur à celui des contributions dont il est redevable pour les deux années complètes écoulées. Cependant, un tel pays peut être autorisé à conserver l'exercice de son droit de vote au sein dudit organe aussi longtemps que ce dernier estime que le retard résulte de circonstances exceptionnelles et inévitables.
- e) Dans le cas où le budget n'est pas adopté avant le début d'un nouvel exercice, le budget de l'année précédente est reconduit selon les modalités prévues par le règlement financier.
- 5) Le montant des taxes et sommes dues pour des services rendus par le Bureau international au titre de l'Union particulière est fixé par le Directeur général, qui fait rapport à l'Assemblée.
- 6) a) L'Union particulière possède un fonds de roulement constitué par un versement unique effectué par chaque pays de l'Union particulière. Si le fonds devient insuffisant, l'Assemblée décide de son augmentation.
- b) Le montant du versement initial de chaque pays au fonds précité ou de sa participation à l'augmentation de celui-ci est proportionnel à la contribution de ce pays pour l'année au cours de laquelle le fonds est constitué ou l'augmentation décidée.
- c) La proportion et les modalités de versement sont arrêtées par l'Assemblée, sur proposition du Directeur général et après avis du Comité de coordination de l'Organisation.
- 7) a) L'Accord de siège conclu avec le pays sur le territoire duquel l'Organisation a son siège prévoit que, si le fonds de roulement est insuffisant, ce pays accorde des avances. Le montant de ces avances et les



conditions dans lesquelles elles sont accordées font l'objet, dans chaque cas, d'accords séparés entre le pays en cause et l'Organisation.

b) Le pays visé au sous-alinéa a) et l'Organisation ont chacun le droit de dénoncer l'engagement d'accorder des avances, moyennant notification par écrit. La dénonciation prend effet trois ans après la fin de l'année au cours de laquelle elle a été notifiée.

8) La vérification des comptes est assuré, selon les modalités prévues par le règlement financier, par un ou plusieurs pays de l'Union particulière ou par des contrôleurs extérieurs, qui sont, avec leur consentement, désignés par l'Assemblée.

### Article 8

#### Modification des articles 5 à 8

1) Des propositions de modification des articles 5, 6, 7, et du présent article peuvent être présentées par tout pays de l'Union particulière ou par le Directeur général. Ces propositions sont communiquées par ce dernier aux pays de l'Union particulière six mois au moins avant d'être soumises à l'examen de l'Assemblée.

2) Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) est adoptée par l'Assemblée. L'adoption requiert les trois quarts des votes exprimés; toutefois, toute modification de l'article 5 et du présent alinéa requiert les quatre cinquièmes des votes exprimés.

3) Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) entre en vigueur un mois après la réception par le Directeur général des notifications écrites d'acceptation, effectuée en conformité avec leurs règles constitutionnelles respectives, de la part des trois quarts des pays qui étaient membres de l'Union particulière au moment où la modification a été adoptée. Toute modification desdits articles ainsi acceptée lie tous les pays qui sont membres de l'Union particulière au moment où la modification entre en vigueur ou qui en deviennent membres à une date ultérieure; toutefois, toute modification qui augmente les obligations financières des pays de l'Union particulière ne lie que ceux qui ont notifié leur acceptation de ladite modification.

### Article 9

#### Ratification, adhésion; entrée en vigueur

1) Tout pays partie à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle qui a signé le présent Arrangement peut le ratifier et, s'il ne l'a pas signé, peut y adhérer.

- 2) Les instruments de ratification et d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général.
- 3) a) A l'égard des cinq pays qui ont, les premiers, déposé leurs instruments de ratification ou d'adhésion, le présent Arrangement entre en vigueur trois mois après le dépôt du cinquième de ces instruments.  
b) A l'égard de tout autre pays, le présent Arrangement entre en vigueur trois mois après la date à laquelle sa ratification ou son adhésion a été notifiée par le Directeur général, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans l'instrument de ratification ou d'adhésion. Dans ce dernier cas, le présent Arrangement entre en vigueur, à l'égard de ce pays, à la date ainsi indiquée.
- 4) La ratification ou l'adhésion emporte de plein droit accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par le présent Arrangement.

#### Article 10

##### Force et durée de l'Arrangement

Le présent Arrangement a la même force et durée que la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

#### Article 11

##### Revision des articles 1 à 4 et 9 à 15

- 1) Les articles 1 à 4 et 9 à 15 du présent Arrangement sont susceptibles de revisions en vue d'y introduire les améliorations désirables.
- 2) Chacune de ces revisions fera l'objet d'une conférence qui se tiendra entre les délégués des pays de l'Union particulière.

#### Article 12

##### Dénonciation

- 1) Tout pays peut dénoncer le présent Arrangement par notification adressée au Directeur général. Cette dénonciation ne produit son effet qu'à l'égard du pays qui l'a faite, l'Arrangement restant en vigueur et exécutoire à l'égard des autres pays de l'Union particulière.
- 2) La dénonciation prend effet un an après le jour où le Directeur général a reçu la notification.
- 3) La faculté de dénonciation prévue par le présent article ne peut être exercée par un pays avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle il est devenu membre de l'Union particulière.

### Article 13

#### Territoires

Les dispositions de l'article 24 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle s'appliquent au présent Arrangement.

### Article 14

#### Signature, langues, notifications

- 1) a) Le présent Arrangement est signé en un seul exemplaire en langues anglaise et française, ces textes faisant également foi; il est déposé auprès du Gouvernement de la Suisse.  
b) Le présent Arrangement reste ouvert à la signature, à Berne, jusqu'au 30 juin 1969.
- 2) Des textes officiels sont établis par le Directeur général, après consultation des Gouvernements intéressés, dans les autres langues que l'Assemblée pourra désigner.
- 3) Le Directeur général transmet deux copies, certifiées conformes par le Gouvernement de la Suisse, du texte signé du présent Arrangement aux Gouvernements des pays qui l'ont signé et, sur demande, au Gouvernement de tout autre pays.
- 4) Le Directeur général fait enregistrer le présent Arrangement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.
- 5) Le Directeur général notifie aux Gouvernements de tous les pays de l'Union particulière la date d'entrée en vigueur de l'Arrangement, les signatures, les dépôts d'instruments de ratification ou d'adhésion, les acceptations de modifications du présent Arrangement et les dates auxquelles ces modifications entrent en vigueur, et les notifications de dénonciation.

### Article 15

#### Disposition transitoire

Jusqu'à l'entrée en fonctions du premier Directeur général, les références, dans le présent Arrangement, au Bureau international de l'Organisation ou au Directeur général sont considérées comme se rapportant respectivement aux Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle (BIRPI), ou à leur Directeur.

EN FOI DE QUOI, les soussignés,  
dûment autorisés à cet effet, ont  
signé le présent Arrangement.  
FAIT à LOCARNO, le 8 octobre 1968

Locarno Agreement Establishing  
an International Classification  
for Industrial Designs  
of October 8, 1968

Article 1

Establishment of a Special Union;  
Adoption of an International Classification

(1) The countries to which this Agreement applies constitute a Special Union.

(2) They adopt a single classification for industrial designs (hereinafter designated as «the international classification»).

(3) The international classification shall comprise:

- (i) a list of classes and subclasses;
- (ii) an alphabetical list of goods in which industrial designs are incorporated, with an indication of the classes and subclasses into which they fall;
- (iii) explanatory notes.

(4) The list of classes and subclasses is the list annexed to the present Agreement, subject to such amendments and additions as the Committee of Experts set up under Article 3 (hereinafter designated as «the Committee of Experts») may make to it.

(5) The alphabetical list of goods and the explanatory notes shall be adopted by the Committee of Experts in accordance with the procedure laid down in Article 3.

(6) The international classification may be amended or supplemented by the Committee of Experts, in accordance with the procedure laid down in Article 3.

(7) (a) The international classification shall be established in the English and French languages.

(b) Official texts of the international classification, in such other languages as the Assembly referred to in Article 5 may designate, shall be established, after consultation with the interested Governments, by the International Bureau of Intellectual Property (hereinafter designated as «the International Bureau») referred to in the Convention establishing the World Intellectual Property Organization (hereinafter designated as «the Organisation»).

## Article 2

### Use and Legal Scope of the International Classification

(1) Subject to the requirements prescribed by this Agreement, the international classification shall be solely of an administrative character. Nevertheless, each country may attribute to it the legal scope which it considers appropriate. In particular, the international classification shall not bind the countries of the Special Union as regards the nature and scope of the protection afforded to the design in those countries.

(2) Each country of the Special Union reserves the right to use the international classification as a principal or as a subsidiary system.

(3) The Offices of the countries of the Special Union shall include in the official documents for the deposit or registration of designs, and if they are officially published, in the publications in question, the numbers of the classes and subclasses of the international classification into which the goods incorporating the designs belong.

(4) In selecting terms for inclusion in the alphabetical list of goods, the Committee of Experts shall exercise reasonable care to avoid using terms in which exclusive rights may exist. The inclusion of any word in the alphabetical index, however, is not an expression of opinion of the Committee of Experts on whether or not it is subject to exclusive rights.

## Article 3

### Committee of Experts

(1) A Committee of Experts shall be entrusted with the tasks referred to in Article 1 (4), 1 (5) and 1 (6). Each country of the Special Union shall be represented on the Committee of Experts, which shall be organized according to rules of procedure adopted by a simple majority of the countries represented.

(2) The Committee of Experts shall adopt the alphabetical list and explanatory notes by a simple majority of the votes of the countries of the Special Union.

(3) Proposals for amendments or additions to the international classification may be made by the Office of any country of the Special Union or by the International Bureau. Any proposal emanating from an Office shall be communicated by that Office to the International Bureau. Proposals from Offices and from the International Bureau shall be transmitted by the latter to the members of the Committee of Experts not later than two months before the session of the Committee at which the said proposals are to be considered.

(4) The decisions of the Committee of Experts concerning the adoption of amendments and additions to be made in the international classification shall be by a simple majority of the countries of the Special Union. Nevertheless, if such decisions entail the setting up of a new class or any transfer of goods from one class to another, unanimity shall be required.

(5) Each expert shall have the right to vote by mail.

(6) If a country does not appoint a representative for a given session of the Committee of Experts, or if the expert appointed has not expressed his vote during the session or within a period to be prescribed by the rules of procedure of the Committee of Experts, the country concerned shall be considered to have accepted the decision of the Committee.

#### Article 4

##### Notification and publication of the classification and of its amendments and additions thereto

(1) The alphabetical list of goods and the explanatory notes adopted by the Committee of Experts, as well as any amendment or addition to the international classification decided by the Committee, shall be communicated to the Offices of the countries of the Special Union by the International Bureau. The decisions of the Committee of Experts shall enter into force as soon as the communication is received. Nevertheless, if such decisions entail the setting up of a new class or any transfer of goods from one class to another, they shall enter into force within a period of six months from the date of said communication.

(2) The International Bureau, as depositary of the international classification, shall incorporate therein the amendments and additions which have entered into force. Announcements of the amendments and additions shall be published in the periodicals to be designated by the Assembly.

#### Article 5

##### Assembly of the Special Union

(1) (a) The Special Union shall have an Assembly consisting of the countries of the Special Union.

(b) The Government of each country of the Special Union shall be represented by one delegate, who may be assisted by alternate delegates, advisors, and experts.

(c) The expenses of each delegation shall be borne by the Government which has appointed it.

- (2) (a) Subject to the provisions of Article 3, the Assembly shall:
- (i) deal with all matters concerning the maintenance and development of the Special Union and the implementation of this Agreement;
  - (ii) give directions to the International Bureau concerning the preparation for conferences of revision;
  - (iii) review and approve the reports and activities of the Director General of the Organization (hereinafter designated as «the Director General») concerning the Special Union, and give him all necessary instructions concerning matters within the competence of the Special Union;
  - (iv) determine the program and adopt the triennial budget of the Special Union, and approve its final accounts;
  - (v) adopt the financial regulations of the Special Union;
  - (vi) decide on the establishment of official texts of the international classification in languages other than English and French;
  - (vii) establish, in addition to the Committee of Experts set up under Article 3, such other committees of experts and working groups as it deems appropriate to achieve the objectives of the Special Union;
  - (viii) determine which countries not members of the Special Union and which intergovernmental and international non-governmental organizations shall be admitted to its meetings as observers;
  - (ix) adopt amendments to Articles 5 to 8;
  - (x) take any other appropriate action designed to further the objectives of the Special Union;
  - (xi) perform such other functions as are appropriate under this Agreement.

(b) With respect to matters which are of interest also to other Unions administered by the Organization, the Assembly shall make its decisions after having heard the advice of the Coordination Committee of the Organization.

(3) (a) Each country member of the Assembly shall have one vote.

(b) One-half of the countries members of the Assembly shall constitute a quorum.

(c) Notwithstanding the provisions of subparagraph (b), if, in any session, the number of countries represented is less than one-half but equal to or more than one-third of the countries members of the Assembly, the Assembly may make decisions but, with the exception of decisions concerning its own procedure, all such decisions shall take effect only if the conditions set forth hereinafter are fulfilled. The International Bureau shall communicate the said decisions to the countries members of the Assembly which were not represented and shall invite them to express in writing their vote or abstention within a period of three months from the date of the communication. If, at the expiration of this period, the number of countries having thus expressed their vote or abstention attains the number of countries which was lacking for attaining the quorum in the session itself, such decisions shall take effect provided that at the same time the required majority still obtains.

(d) Subject to the provisions of Article 8 (2), the decisions of the Assembly shall require two-thirds of the votes cast.

(e) Abstentions shall not be considered as votes.

(f) A delegate may represent, and vote in the name of, one country only.

(4) (a) The Assembly shall meet once in every third calendar year in ordinary session upon convocation by the Director General and, in the absence of exceptional circumstances, during the same period and at the same place as the General Assembly of the Organization.

(b) The Assembly shall meet in extraordinary session upon convocation by the Director General, at the request of one-fourth of the countries members of the Assembly.

(c) The agenda of each session shall be prepared by the Director General.

(5) The Assembly shall adopt its own rules of procedure.

## Article 6

### International Bureau

(1) (a) Administrative tasks concerning the Special Union shall be performed by the International Bureau.

(b) In particular, the International Bureau shall prepare the meetings and provide the secretariat of the Assembly, the Committee of Experts, and such other committees of experts and working groups as may have been established by the Assembly or the Committee of Experts.

(c) The Director General shall be the chief executive of the Special Union and shall represent the Special Union.

(2) The Director General and any staff member designated by him shall participate, without the right to vote, in all meetings of the Assembly, the Committee of Experts, and such other committees of experts or working groups as may have been established by the Assembly or the Committee of Experts. The Director General, or a staff member designated by him, shall be ex officio secretary of those bodies.

(3) (a) The International Bureau shall, in accordance with the directions of the Assembly, make the preparations for the conferences of revision of the provisions of the Agreement other than Articles 5 to 8.

(b) The International Bureau may consult with intergovernmental and international non-governmental organizations concerning preparations for conferences of revision.

(c) The Director General and persons designated by him shall take part, without the right to vote, in the discussions at those conferences.

(4) The International Bureau shall carry out any other tasks assigned to it.



## Article 7

### Finances

(1) (a) The Special Union shall have a budget.

(b) The budget of the Special Union shall include the income and expenses proper to the Special Union, its contribution to the budget of expenses common to the Unions, and, where applicable, the sum made available to the budget of the Conference of the Organization.

(c) Expenses not attributable exclusively to the Special Union but also to one or more other Unions administered by the Organization shall be considered as expenses common to the Unions. The share of the Special Union in such common expenses shall be in proportion to the interest the Special Union has in them.

(2) The budget of the Special Union shall be established with due regard to the requirements of coordination with the budgets of the other Unions administered by the Organization.

(3) The budget of the Special Union shall be financed from the following sources:

- (i) contributions of the countries of the Special Union;
- (ii) fees and charges due for services rendered by the International Bureau in relation to the Special Union;
- (iii) sale of, or royalties on, the publications of the International Bureau concerning the Special Union;
- (iv) gifts, bequests, and subventions;
- (v) rents, interests, and other miscellaneous income.

(4) (a) For the purpose of establishing its contribution referred to in paragraph (3) (i), each country of the Special Union shall belong to the same class as it belongs to in the Paris Union for the Protection of Industrial Property, and shall pay its annual contributions on the basis of the same number of units as is fixed for that class in that Union.

(b) The annual contribution of each country of the Special Union shall be an amount in the same proportion to the total sum to be contributed to the budget of the Special Union by all countries as the number of its units is to the total of the units of all contributing countries.

(c) Contributions shall become due on the first of January of each year.

(d) A country which is in arrears in the payment of its contributions may not exercise its right to vote in any organ of the Special Union if the amount of its arrears equals or exceeds the amount of the contributions due from it for the preceding two full years. However, any organ of the Special Union may allow such a country to continue to exercise its right to vote in that organ if, and as long as, it is satisfied that the delay in payment is due to exceptional and unavoidable circumstances.

(e) If the budget is not adopted before the beginning of a new financial period, it shall be at the same level as the budget of the previous year, as provided in the financial regulations.

(5) The amount of the fees and charges due for services rendered by the International Bureau in relation to the Special Union shall be established, and shall be reported to the Assembly, by the Director General.

(6) (a) The Special Union shall have a working capital fund which shall be constituted by a single payment made by each country of the Special Union. If the fund becomes insufficient, the Assembly shall decide to increase it.

(b) The amount of the initial payment of each country to the said fund or of its participation in the increase thereof shall be a proportion of the contribution of that country for the year in which the fund is established or the decision to increase it is made.

(c) The proportion and the terms of payment shall be fixed by the Assembly on the proposal of the Director General and after it has heard the advice of the Coordination Committee of the Organization.

(7) (a) In the headquarters agreement concluded with the country on the territory of which the Organization has its headquarters, it shall be provided that, whenever the working capital fund is insufficient, such country shall grant advances. The amount of those advances and the conditions on which they are granted shall be the subject of separate agreements, in each case, between such country and the Organization.

(b) The country referred to in subparagraph (a) and the Organization shall each have the right to denounce the obligation to grant advances, by written notification. Denunciation shall take effect three years after the end of the year in which it has been notified.

(8) The auditing of the accounts shall be effected by one or more of the countries of the Special Union or by external auditors, as provided in the financial regulations. They shall be designated, with their agreement, by the Assembly.

## Article 8

### Amendment of Articles 5 to 8

(1) Proposals for the amendment of Articles 5, 6, 7 and the present Article, may be initiated by any country of the Special Union or by the Director General. Such proposals shall be communicated by the Director General to the countries of the Special Union at least six months in advance of their consideration by the Assembly.

(2) Amendments to the Articles referred to in paragraph (1) shall be adopted by the Assembly. Adoption shall require three-fourths of the votes cast, provided that any amendment to Article 5, and to the present paragraph, shall require four-fifths of the votes cast.

(3) Any amendment to the Articles referred to in paragraph (1) shall enter into force one month after written notifications of acceptance, effected in accordance with their respective constitutional processes, have been received by the Director General from three-fourths of the countries members of the Special Union at the time the amendment was adopted. Any amendment to the said Articles thus accepted shall bind all the countries which are members of the Special Union at the time the amendment enters into force, or which become members thereof at a subsequent date, provided that any amendment increasing the financial obligations of countries of the Special Union shall bind only those countries which have notified their acceptance of such amendment.

#### Article 9

##### Ratification and Accession; Entry Into Force

(1) Any country party to the Paris Convention for the Protection of Industrial Property which has signed this Agreement may ratify it, and, if it has not signed it, may accede to it.

(2) Instruments of ratification and accession shall be deposited with the Director General.

(3) (a) With respect to the first five countries which have deposited their instruments of ratification or accession, this Agreement shall enter into force three months after the deposit of the fifth such instrument.

(b) With respect to any other country, this Agreement shall enter into force three months after the date on which its ratification or accession has been notified by the Director General, unless a subsequent date has been indicated in the instrument of ratification or accession. In the latter case, this Agreement shall enter into force with respect to that country on the date thus indicated.

(4) Ratification or accession shall automatically entail acceptance of all the clauses and admission to all the advantages of this Agreement.

#### Article 10

##### Force and Duration of the Agreement

This Agreement shall have the same force and duration as the Paris Convention for the Protection of Intellectual Property.

**Article 11**

Revision of articles 1 to 4 and 9 to 15

(1) Articles 1 to 4 and 9 to 15 of this Agreement may be submitted to revision with a view to the introduction of desired improvements.

(2) Every revision shall be considered at a conference which shall be held among the delegates of the countries of the Special Union.

**Article 12**

Denunciation

(1) Any country may denounce this Agreement by notification addressed to the Director General. Such denunciation shall affect only the country making it, the Agreement remaining in full force and effect as regards the other countries of the Special Union.

(2) Denunciation shall take effect one year after the day on which the Director General has received the notification.

(3) The right of denunciation provided by this Article shall not be exercised by any country before the expiration of five years from the date upon which it becomes a member of the Special Union.

**Article 13**

Territories

The provisions of Article 24 of the Paris Convention for the Protection of Industrial Property shall apply to this Agreement.

**Article 14**

Signature, Languages, Notifications

(1) (a) This Agreement shall be signed in a single copy in the English and French languages, both texts being equally authentic, and shall be deposited with the Government of Switzerland.

(b) This Agreement shall remain open for signature at Berne until June 30, 1969.

(2) Official texts shall be established by the Director General, after consultation with the interested Governments, in such other languages as the Assembly may designate.

(3) The Director General shall transmit two copies, certified by the Government of Switzerland, of the signed text of this Agreement to the Governments of the countries that have signed it and, on request, to the Government of any other country.

(4) The Director General shall register this Agreement with the Secretariat of the United Nations.

(5) The Director General shall notify the Governments of all countries of the Special Union of the date of entry into force of the Agreement, signatures, deposits of instruments of ratification or accession, acceptances of amendments to this Agreement and the dates on which such amendments enter into force, and notifications of denunciation.

### Article 15

#### Transitional Provision

Until the first Director General assumes office, references in this Agreement to the International Bureau of the Organization or to the Director General shall be deemed to be references to the United International Bureaux for the Protection of Intellectual Property (BIRPI) or its Director, respectively.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Agreement.

DONE at Locarno, on October 8, 1968.



POUR LA BULGARIE:  
FOR BULGARIA:

POUR LE CAMEROUN:  
FOR CAMEROON:

POUR LE CANADA:  
FOR CANADA:

POUR CEYLAN:  
FOR CEYLON:

POUR CHYPRE:  
FOR CYPRUS:

POUR LE CONGO (BRAZZAVILLE):  
FOR THE CONGO (BRAZZAVILLE):

POUR LA CÔTE D'IVOIRE:  
FOR THE IVORY COAST:

POUR CUBA:  
FOR CUBA:

POUR LE DAHOMEY:  
FOR DAHOMEY:

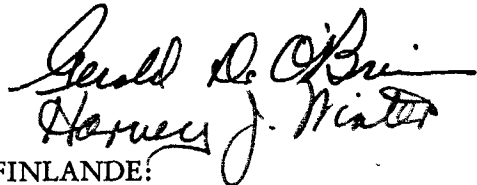
POUR LE DANEMARK:  
FOR DENMARK:



POUR L'ESPAGNE:  
FOR SPAIN:



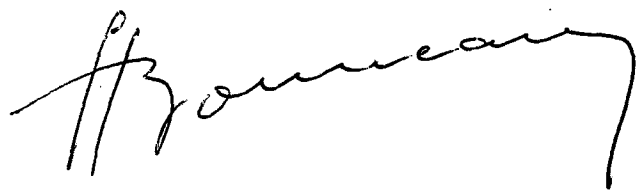
POUR LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE:  
FOR THE UNITED STATES OF AMERICA:



POUR LA FINLANDE:  
FOR FINLAND:



POUR LA FRANCE:  
FOR FRANCE:





POUR LE GABON:  
FOR GABON:

POUR LA GRÈCE:  
FOR GREECE:

POUR HAITI:  
FOR HAITI:

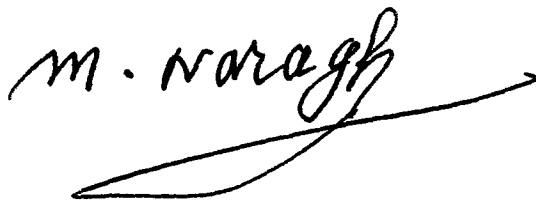
POUR LA HAUTE-VOLTA:  
FOR THE UPPER VOLTA:

POUR LA HONGRIE:  
FOR HUNGARY:

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Kaspradi", written over the text for Hungary.

POUR L'INDONÉSIE:  
FOR INDONESIA:

POUR L'IRAN:  
FOR IRAN:

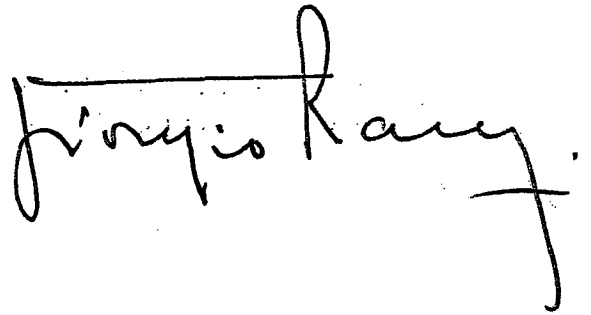
A handwritten signature in black ink, appearing to read "M. Naragh", written over the text for Iran.

POUR L'IRLANDE:  
FOR IRELAND:

POUR L'ISLANDE:  
FOR ICELAND:

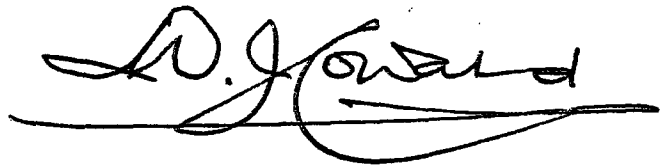
POUR ISRAEL:  
FOR ISRAEL:

POUR L'ITALIE:  
FOR ITALY:

A handwritten signature in black ink that reads "Francis Ray". The signature is written in a cursive style with a horizontal line above the first few letters.

POUR LE JAPON:  
FOR JAPAN:

POUR LE KENYA:  
FOR KENYA:

A handwritten signature in black ink that reads "D. J. Oswald". The signature is written in a cursive style with a horizontal line below the last few letters.

POUR LE LAOS:  
FOR LAOS:

POUR LE LIBAN:  
FOR LEBANON:

POUR LE LIECHTENSTEIN:  
FOR LIECHTENSTEIN:

*D. Noiret*

POUR LE LUXEMBOURG:  
FOR LUXEMBOURG:

*J. P. Hoffmann*

POUR MADAGASCAR:  
FOR MADAGASCAR:

POUR LE MALAWI:  
FOR MALAWI:

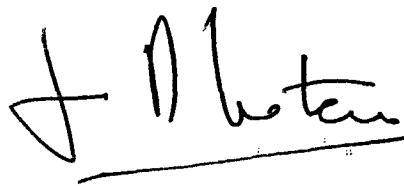
POUR MALTE:  
FOR MALTA:

POUR LE MAROC:  
FOR MOROCCO:

POUR LA MAURITANIE:  
FOR MAURITANIA:

POUR LE MEXIQUE:  
FOR MEXICO:

POUR MONACO:  
FOR MONACO:

A handwritten signature in black ink, appearing to read "J. A. Hosten", written over a horizontal line.

POUR LE NIGER:  
FOR NIGER:

POUR LE NIGÉRIA:  
FOR NIGERIA:

POUR LA NORVÈGE:  
FOR NORWAY:

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Rann Rind", written in a cursive style.

POUR LA NOUVELLE-ZÉLANDE:  
FOR NEW ZEALAND:

POUR L'UGANDA:  
FOR UGANDA:

POUR LES PAYS-BAS:  
FOR THE NETHERLANDS:

*Phat*  
*E. u. D.*

POUR LES PHILIPPINES:  
FOR THE PHILIPPINES:

POUR LA POLOGNE:  
FOR POLAND:

POUR LE PORTUGAL:  
FOR PORTUGAL:

*dius de Car...*  
*Joyelle...*

POUR LA RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE:  
FOR THE SYRIAN ARAB REPUBLIC:

POUR LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE:  
FOR THE UNITED ARAB REPUBLIC:

POUR LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE:  
FOR THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC:

POUR LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:  
FOR THE DOMINICAN REPUBLIC:

POUR LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE:  
FOR THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY

*vom Keller.  
Graf von Spreti*

POUR LA RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM:  
FOR THE REPUBLIC OF VIET-NAM:

POUR LA ROUMANIE:  
FOR ROMANIA:

POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE BRETAGNE  
ET D'IRLANDE DU NORD:  
FOR THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN  
AND NORTHERN IRELAND:

POUR SAINT-MARIN:  
FOR SAN MARINO:

POUR LE SAINT-SIÈGE:  
FOR THE HOLY SEE:

*A. Vanni de Piedmonte*

POUR LE SÉNÉGAL:  
FOR SENEGAL:

POUR LA SUÈDE:  
FOR SWEDEN:

*B. J. Holmgren*

POUR LA SUISSE:  
FOR SWITZERLAND:

*J. J. Vrame  
W. Hauser*

POUR LA TANZANIE:  
FOR TANZANIA:

POUR LE TCHAD:  
FOR CHAD:

POUR LA TCHÉCOSLOVAQUIE:  
FOR CZECHOSLOVAKIA:

*met by Minister Draiton R.*

POUR LE TOGO:  
FOR TOGO:

POUR LA TRINITÉ ET TOBAGO:  
FOR TRINIDAD AND TOBAGO:

POUR LA TUNISIE:  
FOR TUNISIA:

POUR LA TURQUIE:  
FOR TURKEY:

POUR L'UNION DES RÉPUBLIQUES  
SOCIALISTES SOVIÉTIQUES:  
FOR THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS:

*J. Mironov*



POUR L'URUGUAY:  
FOR URUGUAY:

POUR LA YOUGOSLAVIE:  
FOR YUGOSLAVIA:

*Zoban Piro*

POUR LA ZAMBIE:  
FOR ZAMBIA: